

Brochure n° 3252

**Convention collective nationale**

IDCC : 1539. – **COMMERCE DE DÉTAIL DE PAPETERIE,  
FOURNITURES DE BUREAU,  
DE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE  
ET DE LIBRAIRIE**  
**(10<sup>e</sup> édition. – Janvier 2004)**

**AVENANT DU 22 FÉVRIER 2006**  
**PORTANT RÉVISION DE L'ACCORD DU 10 DÉCEMBRE 1990**  
**RELATIF À LA PRÉVOYANCE**  
NOR : *ASET0650593M*  
IDCC : 1539

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de réviser l'accord du 10 décembre 1990 conclu pour une durée indéterminée conformément aux modalités légales et conventionnelles telles que prévues par l'accord initial du 10 décembre 1990, particulièrement l'article 11 « Révision » dudit accord, restant inchangé.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant porte révision de l'article 2 « Garanties incapacité-invalidité au profit du personnel non cadre et cadre » de l'accord du 10 décembre 1990 qui est désormais rédigé comme suit :

« 1. Incapacité :

Le bénéfice de la garantie est accordé dès la date d'embauche, sans condition d'ancienneté, sous réserve de la prise en charge par la sécurité sociale.

Les salariés bénéficieront de la garantie en relais des obligations de maintien de salaire à 90 % prévues à la convention collective.

Pour ce qui concerne les salariés ne bénéficiant pas des garanties de maintien de salaire (ancienneté insuffisante), une franchise fixe et continue de 60 jours sera appliquée à chaque arrêt.

Le montant des indemnités journalières versées sera égal au complément nécessaire pour que le salarié reçoive 100 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale, quelle que soit la cause de son arrêt de travail. Cette indemnité servie par le régime de prévoyance sera versée en complément à la 2<sup>e</sup> période de la garantie employeur et en relais de celle-ci.

## 2. Invalidité :

Le salarié classé par la sécurité sociale en invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie ou bénéficiant d'une rente pour accident du travail ayant entraîné un taux d'incapacité d'au moins 66 % recevra une indemnisation dont le montant est égal à 100 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale.

Le salarié cadre reconnu en invalidité 1<sup>re</sup> catégorie par la sécurité sociale recevra une indemnisation qui lui permettra de percevoir en cas de :

- maladie et accident non professionnels : 45 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale ;
- maladie professionnelle et accident du travail : 60 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale.

Le salarié non cadre reconnu en invalidité 1<sup>re</sup> catégorie par la sécurité sociale recevra une indemnisation égale à 45 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale, quelle que soit la cause d'invalidité.

Les indemnités prévues à l'article 2 cessent dès que la sécurité sociale arrête le versement des prestations en espèces, ou lors du service de la pension vieillesse pour inaptitude au travail, et au plus tard à la date de mise à la retraite.

En tout état de cause, l'indemnisation prévue ne peut conduire l'intéressé à percevoir une rémunération supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité.

Le salaire net à payer servant au calcul des prestations du régime de prévoyance est égal au salaire net moyen perçu au cours des 12 mois civils précédant l'arrêt de travail. »

## Article 2

Le présent avenant porte révision de l'article 4 « Clause de revalorisation » de l'accord du 10 décembre 1990, qui est désormais rédigé comme suit :

« Le salaire de référence servant au calcul des prestations incapacité, invalidité et rente éducation sera annuellement revalorisé en fonction de l'indice d'évolution du point AGIRC pour le personnel cadre et du point ARRCO pour le personnel non cadre. »

### Article 3

Le présent avenant porte révision de l'article 5 « Mise en œuvre du régime » de l'accord du 10 décembre 1990, qui est désormais rédigé comme suit :

« Les entreprises entrant dans le champ d'application de la présente convention sont tenues d'adhérer pour les garanties prévues au présent accord au groupement national de prévoyance (GNP), union d'institutions de prévoyance agréée par arrêté du ministère des affaires sociales et de l'emploi, en date du 26 mars 1987.

Les entreprises qui auraient conclu un contrat de prévoyance avant la date de signature du présent accord pourront maintenir leur adhésion au régime antérieur à condition de faire bénéficier leurs salariés de garanties supérieures, appréciées risque par risque.

Un comité de gestion constitué par les signataires du présent avenant est chargé d'étudier le suivi du régime et son fonctionnement. Il se réunira au moins 1 fois par an.

Au vu de l'étude menée par les partenaires sociaux, sur les modalités d'organisation de la mutualisation du régime de prévoyance par le GNP et l'OCIRP, ceux-ci, s'estimant satisfait de la mise en œuvre de ces modalités, décident de la reconduction, pour une durée de 5 ans, d'une part du choix du GNP en tant qu'organisme assureur des garanties en cas de décès, incapacité et invalidité et, d'autre part, de l'OCIRP, désigné dans l'avenant n° 1 du 7 janvier 1991, en tant qu'assureur de la garantie rente éducation ».

### Article 4

Le présent avenant porte révision de l'article 5 *bis* « Réexamen des conditions d'organisation de la mutualisation » de l'accord du 10 décembre 1990 qui est désormais rédigé comme suit :

« Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, la périodicité du réexamen des conditions d'organisation de la mutualisation interviendra, au plus tard, tous les 5 ans.

A cet effet, les partenaires sociaux se réuniront au moins 6 mois à l'avance, au regard de la date d'échéance, pour étudier le rapport spécial des organismes assureurs sur les comptes de résultat de la période écoulée et sur les perspectives d'évolution du régime. »

### Article 5

Le présent avenant porte révision de l'accord du 10 décembre 1990 et introduit un article 5 *ter* « Changement d'organisme assureur » rédigé comme suit :

« En cas de changement d'organisme(s) assureurs(s) décidé par les partenaires sociaux à l'occasion d'une révision de l'accord, les prestations de rente en cours de service seront maintenues à leur niveau atteint à la date de la résiliation.

Néanmoins, la résiliation ne saurait remettre en cause la poursuite des revalorisations des prestations d'incapacité, d'invalidité ou de rente suite à décès en cours de service à la date d'effet de la résiliation.

Les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale organiseront la poursuite des revalorisations sur la base, au minimum, des valeurs énoncées à l'article 4 du présent accord par négociation avec le nouvel organisme assureur et tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

Toutefois, les prestations de rente servies par l'OCIRP continueront à être revalorisées par cet organisme suivant les mêmes modalités que celles prévues avant le changement d'organisme assureur.

A la date de la résiliation, les salariés bénéficiant d'indemnités journalières et/ou de rentes complémentaires à celles versées par la sécurité sociale se verront maintenir la couverture du risque décès (capital et rentes).

Le changement d'organisme assureur sera sans effet sur les prestations à naître au titre du maintien de garanties en cas de survenance du décès avant le terme de la période d'incapacité de travail ou d'invalidité telles que définies dans le présent accord.

Par contre, le nouvel organisme assureur devra assurer la couverture du risque décès au profit des salariés qui bénéficieraient ultérieurement, et après le changement d'organisme assureur, d'indemnités journalières et/ou de rentes complémentaires à celles versées par la sécurité sociale et de rente d'invalidité.

En outre, en cas de changement d'organisme(s) assureur(s), les provisions liées aux sinistres en cours de service, hors celles constituées par l'OCIRP, seront transférées, avec son (leur) accord, au nouvel assureur. Ce dernier assurera alors d'une part, le paiement de la prestation de base et ses futures revalorisations conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale et d'autre part, le maintien de la garantie décès afférente aux prestations en cours de service. »

## **Article 6**

Le présent avenant porte révision de l'article 6 « Répartition des cotisations » de l'accord du 10 décembre 1990 qui est désormais rédigé comme suit :

« Les cotisations afférentes aux garanties prévues au présent accord sont réparties à raison de 50 % à la charge de l'employeur et 50 % à la charge du salarié.

Cependant, la cotisation de 1,50 % sur la tranche A des salaires, afférente à la garantie incapacité, invalidité, décès du personnel cadre, est conformément à la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, à la charge de l'employeur.

Pour les garanties incapacité de travail, invalidité et décès du personnel non cadre, les cotisations sont fixées à 0,63 % des salaires bruts.

Pour la garantie incapacité de travail, invalidité et décès du personnel cadre, la cotisation est fixée à 1,50 % des salaires versées dans la limite du plafond de la sécurité sociale et à 0,90 % des salaires versés au-dessus du plafond de la sécurité sociale.

	NON CADRES		CADRES	
	TA	TB-TC	TA	TB-TC
Incapacité de travail – GNP	0,29 %	0,29 %	0,29 %	0,61 %
Invalidité – GNP	0,14 %	0,14 %	0,14 %	0,29 %
Décès – GNP	0,15 %	0,15 %	0,80 %	–
Rente éducation – OCIRP	0,05 %	0,05 %	0,27 %	–
Cotisation totale	0,63 %	0,63 %	1,50 %	0,90 %

### Article 7

Le présent avenant porte révision de l'article 6 *bis* « Convention de gestion » de l'accord du 10 décembre 1990 qui est désormais rédigé comme suit :

« Une convention de gestion entre les partenaires sociaux et les organismes désignés, conclue dans un délai de 3 mois suivant la date d'arrêté d'extension du présent avenant, précisera les modalités de mise en œuvre du régime de prévoyance. »

### Article 8

Le présent avenant porte révision de l'article 10 « Dénonciation » de l'accord du 10 décembre 1990 qui est désormais rédigé comme suit :

« Le présent accord pourra être dénoncé par les parties sous réserve d'un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de sa conclusion.

De nouvelles négociations devront être engagées dans les 3 mois de la signification de la dénonciation, mais ne pourront avoir lieu dans la période de rentrée scolaire et universitaire et de fêtes de fin d'année.

Sauf signature d'un texte de substitution, le présent accord continue à produire ses effets pendant au maximum 1 an à compter de la date d'expiration du préavis de dénonciation ».

### Article 9

Le présent avenant du 22 février 2006 portant révision de l'accord du 10 décembre 1990 prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour l'ensemble des entreprises de la branche, étant précisé qu'il sera déposé aux services du ministère en vue de son extension.

Fait à Paris, le 22 février 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FEB.

**Syndicats de salariés :**

Fédération commerces et services CGT ;

Fédération des services CFDT ;

SNPELAC CFTC ;

FNECS CFE-CGC.